



Commémoration du 44^e anniversaire de la Mort de Salvador Allende

A l'occasion de la manifestation organisée par notre Association,

Place Salvador Allende à Paris le 11 septembre,

Ricardo PARVEX a lu le texte suivant :

Quarante-quatre ans ont passé depuis le coup d'état de 1973, orchestré par Washington et les classes privilégiées chiliennes et exécuté par des militaires obéissant à leurs ordres, dont le dictateur Pinochet lui-même. Ce sanglant coup d'état a renversé le gouvernement démocratique de Salvador Allende et instauré une dictature pour une durée de 17 ans.

Dès les premières heures les forces démocratiques se sont organisées pour résister l'offensive réactionnaire. Cette résistance a coûté la vie à des milliers de militants, tandis que d'autres centaines de milliers furent incarcérés, torturés ou expulsés du pays.

La résistance s'est organisée depuis le premier jour pour défendre les valeurs démocratiques et le progrès social que le coup d'état cherchait à détruire. Selon les nouveaux « maîtres » du Chili on devait effacer non seulement les réalisations du gouvernement démocratique de Salvador Allende, mais aussi tout ce que les classes populaires avaient obtenu en quarante ans de luttes : sécurité sociale, éducation nationale libre et gratuite, services de santé et de logement populaires, liberté syndicale, etc.

La dictature a pris fin formellement il y a vingt-sept ans. Mais la transition qui a commencé alors, négociée par quelques forces politiques moyennant un pacte avec les militaires, n'a jamais tenu compte des combats que nous avons menés pour renverser la dictature et a notamment fait fi du sacrifice de nos camarades, hommes et femmes, tombés dans les luttes de cette longue période-là.

Actuellement les tribunaux chiliens épargnent les peines de prison à des assassins et tortionnaires formellement reconnus. Aujourd'hui, malgré des années de mobilisation de la jeunesse chilienne pour une meilleure éducation, celle-ci continue à être un privilège et une source de juteux bénéfices pour les quelques familles propriétaires d'écoles et instituts. Aujourd'hui, alors que la grande majorité des Chiliens vit avec des salaires de misère, exigeant la fin des fonds de pension privés (AFP), les banques et entités financières continuent à spéculer avec les cotisations de tous les travailleurs et travailleuses chiliens.

Aujourd'hui, le peuple mapuche pour exister en tant que tel, doit chercher de nouvelles formes d'organisation et de mobilisation pour faire face à la répression quotidienne de l'Etat chilien. L'OCDE, qui n'est pas connue pour ses sympathies envers les mobilisations des travailleurs, constate qu'en matière de syndicalisation le Chili est le pays dont les lois à l'encontre des représentants syndicaux sont les plus répressives.

Dans deux mois auront lieu les élections présidentielles au Chili. Que pouvons-nous constater ?

- ▶ L'extrême fragilisation des partis de la gauche traditionnelle ; coupés du peuple, sans un rôle conducteur et sans un programme mobilisateur.
- ▶ L'immense effort de la jeune génération de militants pour construire une nouvelle force politique progressiste, telle que le « Frente Amplio » mais marginalisée constamment par la classe politique officielle.
- ▶ La faible participation électorale, en particulier chez les jeunes.

Tout ceci met en évidence la dramatique perte de valeurs de la politique chilienne et le peu d'importance que la grande majorité des Chiliens accorde au processus électoral.

Comment pourrait-il en être autrement étant donné qu'ils sont convoqués depuis vingt-sept ans à voter pour changer la situation du pays alors que les gouvernements successifs, peu importe leurs couleurs politiques, n'ont rien fait ou très peu pour ce changement. N'oublions pas qu'aujourd'hui, outre la Constitution héritée du pinochétisme, les Chiliens subissent encore les conséquences de l'appareil économique et social imposé par la violence dictatoriale.

C'est dans le combat des jeunes, des étudiants et lycéens, des travailleurs, des proches des disparus, des anciens prisonniers politiques, des femmes, des mapuches, des retraités, que nous reconnaissons les graines semées par nos camarades, hommes et femmes qui ont donné leur vie pour un Chili plus juste, égalitaire et démocratique.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour soutenir les luttes actuelles du peuple chilien, mais aussi pour rendre hommage et honorer la mémoire des militants tombés sous la dictature dont l'exemple est toujours vivant.

Fidèle à cet irrévocable devoir de mémoire, l'Association des ex-prisonniers politiques chiliens a créé et développé, sous le nom de « Archivo Oral » un formidable travail destiné à recueillir les témoignages audiovisuels d'exilés chiliens. Plus nous serons nombreux à y participer et plus il sera possible d'écrire la véritable histoire du peuple chilien, ce à quoi nous comptons bien contribuer.

Les libertés que nous n'avons pas aujourd'hui sont notre honte ! Nos rêves d'aujourd'hui seront nos libertés de demain !

Place Salvador Allende, PARIS, le 11 septembre 2017

URL : <http://www.chiliveriteetmemoire.org/spip.php?article438>